

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 27/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAMP**

Le Pharo  
58, boulevard Charles-Livon  
13007 Marseille

D/SPR/GP/N°1042/2023

Références : SS/PLB-D-1318-MRT-2023

Code AIOT : 0006404706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2023 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 23/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à un départ de feu ayant eu lieu le 15 août 2023, en lien avec les précédents feux du 18 juillet 2023 et du 27 juillet 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- visite réactive suite à l'incendie du 15 août 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9	/	Mesures conservatoires	immédiatement
4	Collecte du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	/	Sans objet
3	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.2.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les incendies survenus en juillet et août 2023 ont eu comme conséquence un endommagement du système d'étanchéité de l'installation.

L'exploitant doit mettre en oeuvre des mesures conservatoires à court terme afin de garantir l'absence de pollution des eaux souterraines, en effectuant d'une part un suivi renforcé de ces eaux, et d'autre part en mettant en oeuvre les travaux nécessaires à la gestion des eaux et à la réparation du complexe d'étanchéité.

L'absence d'un dispositif de collecte des effluents gazeux sur l'alvéole n°3 a fait l'objet d'une proposition de mise en demeure pour la mise en place du réseau de captage du biogaz.

#### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 :** Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etanchéité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ».</p> <p>Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>II. En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à <math>1.10^{-4}</math> m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.</p> <p>III. Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.</p> <p>Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le dispositif d'étanchéité est endommagé sur un linéaire d'environ 80 m d'après l'exploitant, suite à l'incendie du 15 août 2023;</li> <li>- Dans le rapport d'incident transmis le 25/08/2023, l'exploitant prévoit d'une part des travaux de gestion des eaux de lixiviation sur la zone d'étanchéité endommagée avec la construction d'une digue étanche en argile et le recouvrement par une couche de terre sur le coin sud-ouest de l'alvéole afin de limiter les entrées d'eau de pluie dans le massif de déchets, et d'autre part un état des lieux des dommages sur le complexe d'étanchéité réalisé par un bureau d'études de maîtrise d'oeuvre qui sera missionné pour la suite des études nécessaires à la programmation des travaux et suivi de l'exécution (planification des différentes étapes dès septembre avec objectif des travaux fin 2024 / début 2025). Un planning de mise en oeuvre est attendu la 2ème quinzaine de septembre 2023.</li> </ul> <p>Un arrêté préfectoral de mesures conservatoires est proposé afin d'encadrer les délais de mise en oeuvre de ces différentes actions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures conservatoires
<b>Proposition de délais :</b> mise en oeuvre immédiate

## N° 2 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;</li> <li>- paramètres biologiques : DBO<sub>5</sub> ;</li> <li>- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;</li> <li>- autres paramètres : hauteur d'eau.</li> </ul> <p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement.</p> <p>Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.</p> <p>En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.</p>
<p><b>Constats :</b> Compte tenu de la dégradation du dispositif d'étanchéité lors de l'incendie du 15 août 2023, l'exploitant propose, dans le rapport d'incident transmis le 25/08/2023, un renforcement de la fréquence d'analyse des eaux souterraines, avec un suivi mensuel pendant 6 mois minimum, sur les piézomètres PZ3 et PZ5 en aval hydraulique du site.</p> <p>La première campagne de suivi est programmée semaine 35.</p> <p>Ce suivi renforcé est réglementé dans le cadre des mesures conservatoires proposées dans le PDC n°1.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Incidents ou accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration et rapport
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.</p> <p>Cette transmission pourra prendre la forme d'une fiche de déclaration avec une classification gravité / perception (fiche G/P) ou du rapport d'accident ci-après.</p> <p>Le modèle de fiche et le niveau de classification gravité / perception des événements nécessitant une déclaration seront précisés par l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La fiche G/P concernant l'incendie du 15 août 2023 a été transmise le 16 août 2023 ;</li><li>- Un rapport d'incident reprenant l'ensemble des trois événements du 18/07/2023, du 27/07/2023 et du 15/08/2023 a été transmis le 25 août 2023.</li></ul> <p>L'exploitant propose dans la phase 1 la sécurisation du site et la surveillance des éventuels impacts sur l'environnement, et dans la phase 2 un état des lieux des dommages sur le complexe d'étanchéité, les études de maîtrise d'oeuvre et les travaux de réparation.</p> <p>Par ailleurs, des travaux seront engagés:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dès septembre 2023 sur l'alvéole 2 afin de finaliser son exploitation et de planifier la mise en place de la couverture finale,</li><li>- en septembre octobre 2023, réfection des réseaux de gestion des eaux de ruissellement internes et externes,</li><li>- en 2024, sur l'alvéole n°3, réalisation du captage intermédiaire du biogaz,</li><li>- en 2024, mise en place d'un surpresseur d'eau sur le système de prétraitement des lixiviats.</li></ul> <p>Certaines mesures proposées en phases 1 et 2, liées à la sécurisation du site, à la surveillance des impacts sur l'environnement, ainsi que les études et travaux de réparation du complexe d'étanchéité, sont encadrées par l'arrêté de mesures conservatoires (cf PDC n°1)</p> <p>Les mesures liées à la mise en place du réseau de biogaz sont encadrées par l'arrêté de mise en demeure (cf PDC n°4)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Collecte du biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci. Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article L. 512-2 du code de l'environnement. Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.
<b>Constats :</b> L'alvéole n°3 dans laquelle se sont produits les trois incendies du 18 juillet, du 27 juillet et du 15 août 2023 n'est pas équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux, alors que la production de biogaz a commencé compte tenu de la mise en service de l'alvéole depuis septembre 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois